

Malgré la répression, la contestation se poursuit Après le 5 février, on continue !

Mardi 5 février 2019 dans plus de 200 villes, entre 2 et 300 000 personnes – que leurs gilets soient rouges ou jaunes – ont manifesté, à l'appel de la CGT, Solidaires et quelques figures du mouvement des gilets jaunes, pour exprimer leurs revendications communes : l'augmentation du SMIC, des salaires et des pensions, le rétablissement de l'ISF, plus de justice sociale, fiscale et écologique, ainsi que le développement des services publics.

Face à un pouvoir d'achat qui ne cesse de diminuer comme peau de chagrin, face au démantèlement organisé des services publics, face aux attaques qui ruinent nos conquêtes sociales, face à l'illusion du grand débat qui ne laisse personne dupe, les manifestant-es ont démontré sur le bitume leur profonde détermination à continuer la lutte et à faire entendre leur légitimes revendications.

Depuis maintenant 11 semaines, un profond mouvement de contestation cherche à s'opposer dans la rue à la politique du gouvernement. Pour la première fois s'opère à une grande échelle la jonction entre le mouvement des gilets jaunes et les organisations syndicales. C'est ce que craint le gouvernement.

Accroché à la défense des intérêts des classes dominantes, celui-ci s'enferme dans la répression physique et judiciaire des manifestants. Les techniques hyperviolentes du maintien de l'ordre appliquée depuis des années dans les quartiers populaires et qui ont déjà fait de nombreuses victimes sont aujourd'hui déployées à grande échelle pour intimider et réprimer celles et ceux qui manifestent – au point qu'Amnesty International dénonce un usage excessif de la force. Les décomptes font état de plusieurs milliers de manifestant-es interpellé-es et de centaines de blessé-es ou mutilé-es – alors même qu'aucun-e policier-e n'a été, pour le moment, suspendu-e.

Parallèlement, le gouvernement utilise un arsenal juridique et une série d'arrêtés préfectoraux entravant ou interdisant tout bonnement la tenue de rassemblements et de manifestations sur l'ensemble du territoire. Pour enfoncer le clou, il tente de faire passer au Parlement en urgence une loi anti-manifestation liberticide, au prétexte de chercher à prévenir les violences ! Nul ne peut croire que ces violences ne sont pas le fait du gouvernement, qui par la matraque voudrait arrêter la mobilisation en cours.



Face à l'ampleur et à la radicalité d'un mouvement qui ne recule pas, le gouvernement hésite, manœuvre. Il cherche aujourd'hui à reprendre la main en chargeant ses ministres de continuer le sale boulot. Pour la fonction publique, il prépare une loi de réforme du statut et des institutions représentatives du personnel, qui passerait en examen parlementaire en procédure accélérée en juin. Il annonce le gel du point d'indice jusqu'en 2022. Pour nos services il affiche un objectif de 1000 suppressions de postes d'ici 2022 et commence le démantèlement en annonçant la fin de la DIECCTE en Guyane, dont les missions seront noyées dans une direction interministérielle. L'extension de ce scénario sur tout le territoire est à craindre.

Pour notre part, nous voyons dans la convergence qui s'amorce un formidable encouragement et l'espoir d'une victoire majeure, en permettant un mouvement d'ensemble durable et reconductible le plus massif possible incluant l'ensemble des travailleurs-euses (avec ou sans emploi, avec ou sans papiers), la population des quartiers populaires et la jeunesse.

C'est pourquoi la CGT-TEFP continue à appeler les agents du ministère à manifester dans la rue les samedis, puisque ce sont ces manifestations qui cristallisent la contestation, et à débattre de la construction de la grève dans nos services.